Le gouvernement parle d’un risque de manipulation.

Enlevé le 17 janvier, devant un poste de gendarmerie à Yaoundé, Martinez Zogo, a été retrouvé mort cinq jours plus tard.

Les confrères et consoeurs du journaliste Martinez Zogo, lâchement assassiné par des inconnus, sont venus déposer fleurs et bougies au siège de sa radio privée Amplitude FM, à Yaoundé, où il animait quotidiennement une émission dans laquelle il dénonçait avec véhémence les prévaricateurs de la fortune publique.

Dans la foulée, Chantal Roger Tuile a annonce une marche des journalistes pour ce jeudi à Yaoundé.

Le ministre de la communication s'oppose à cette marche qui aurait l'aval de plusieurs représentations diplomatiques sur place au Cameroun selon les organisateurs. Le ministre Sadi estime qu'il y aurait un risque de manipulation derrière le projet des hommes de médias. L'opération « Presse et radio morte » est également annoncée, tel que renseigné par Camer.be.

Le gouvernement s'est fendu d'un communiqué le jour même de la découverte macabre,

indiquant que des enquêtes ont été ouvertes « pour retrouver et traduire devant la justice les auteurs de ce crime odieux, martelant que « le Cameroun est un Etat de droit, où les libertés sont garanties, y compris la liberté de la presse ».